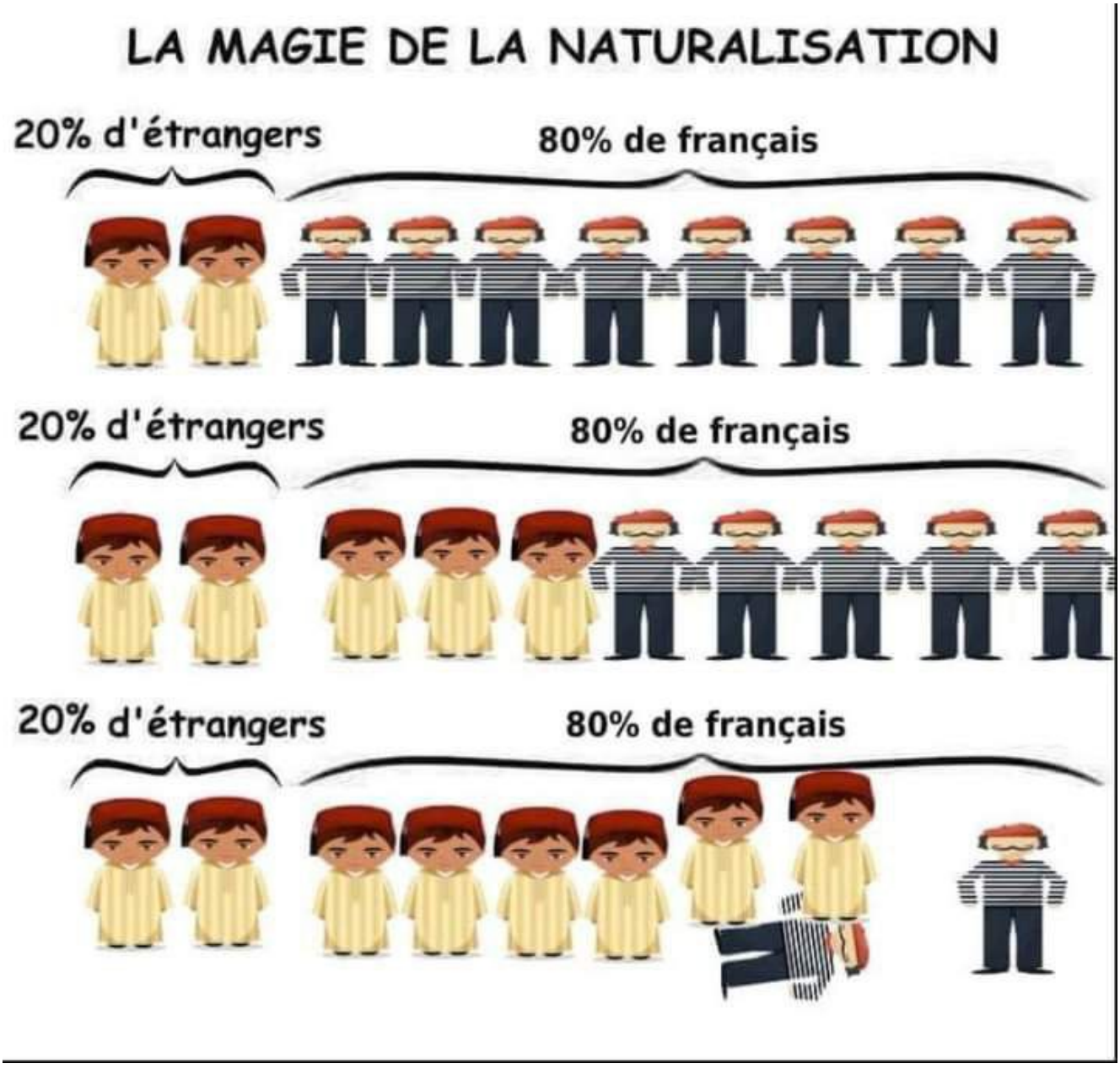
Il faut en finir avec le droit du sol



Dans cette période de pré-campagne, on entend parler de tous les sujets sauf de l'essentiel, c'est-à-dire celui de la refonte du Code de la nationalité, le vrai verrou protecteur de la citoyenneté française.

Il faut en finir avec la farce irréaliste et nocive du droit du sol.

Il ne suffit pas d'être né en France pour devenir Français,

comme si cela pouvait être une garantie de bonne citoyenneté.

Un individu né en France de parents étrangers, élevé dans la culture de la haine en France, est en droit d'accéder à la nationalité française, indépendamment de ses aptitudes à intégrer la communauté nationale…

À la majorité, il rentre dans le pays de ses parents, il se marie chez lui et sa conjointe devient française au bout de deux ans de mariage, et ce sans avoir vécu en France.

Le couple divorce, chacun de son côté refait sa vie, ils se remarient. Leurs conjoints respectifs peuvent devenir Français selon la sacro-sainte règle de vie maritale de deux ans.

Ils continuent à vivre chez eux, leurs enfants sont aussi français.

Par le biais de mécanismes juridiques aussi absurdes qu'ineptes, on fabrique des Français de papiers.

Un scénario qui n'a absolument rien d'utopique et qui n'est pas sans danger pour la France française, pour sa culture, sa langue, son identité et sa pérennité.

Entre les étrangers naturalisés en France et ceux qui demeurent dans leurs pays d'origine et Français par mariage et filiation, la France est prise en étau.

En favorisant l'accès à sa nationalité, la France se tire une balle dans la tête.

Ces "Français" de papiers n'ont que faire de la France car ce qui les intéresse, c'est tout le bénéfice qu'ils peuvent en tirer, pouvoir voyager partout dans le monde grâce à l'attractivité du passeport français contrairement à celui de l'Algérie par exemple, qui permet l'accès à seulement 47 pays dans le monde.

Très mal vu dans les pays arabes du Golfe.

Nonobstant les autres avantages dont ils pourront jouir s'ils viennent s'installer en France.

Fermer les frontières c'est bien, mais en finir avec le droit du sol dans sa configuration actuelle, c'est encore mieux.

Nonobstant que l'on fait d'eux des électeurs potentiels et que demain, ils pourront peser de tout leur poids sur le destin politique de la France, telle que son islamisation par les urnes.

Il est aberrant qu'un clandestin qui enfreint les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France puisse être un Français potentiel, s'il est père d'enfants nés en France.

Il faut que tout demandeur de la nationalité française apprenne que ce n'est pas un acte publié dans le Journal Officiel, mais un engagement total et inconditionnel envers la France et son identité et qu'il ne peut pas être citoyen français tout en étant citoyen d'un autre pays.

Il faut faire signer un contrat de citoyenneté à tout nouvel impétrant à la nationalité française avec une période probatoire de cinq ans avant qu'il ne devienne français de plein droit, avec une clause de déchéance automatique en cas de comportement anti-Français.

Le prochain gouvernement doit faire voter une loi contre les naturalisations avant la majorité des enfants étrangers nés en France.

Il est grand temps d'envisager de faire signer aux immigrés une charte de droits et de devoirs et de leur rappeler qu'il peut être mis fin à leur séjour en France à la moindre infraction. Il faut un code de bonne conduite sociale.

Revoir les conventions bilatérales avec les pays nord-africains et subsahariens, avec une clause de responsabilité sur la conduite délictuelle de leurs ressortissants et

l’obligation de délivrer les laissez-passer nécessaires à leurs expulsions, sous peine de leur supprimer les aides au développement et de remise en cause du partenariat économique.

Il faut une politique coercitive et inflexible.

Un État souverain est celui qui verrouille l’accès à ses frontières terrestres et maritimes et qui réprime sévèrement les violations de son territoire. Contrôles avancés dans les eaux territoriales internationales.

Et moins d’ingérence militaire et politique dans les pays d’immigration.

À chaque fois que l’on cherche à déstabiliser les régimes en place comme on l’a vu avec l’Afghanistan, l’Irak, la Syrie, la Tunisie et la Libye, cela se traduit par l’explosion des flux de migrants et de réfugiés et ses corollaires, l’insécurité et le terrorisme.

Salem Benammar